

# Argumentaire pour une mobilisation individuelle

## OU COMMENT BATTRE LES RAISONNEMENTS DU BEAU-FRÈRE NÉOLIBÉRAL

LORS DU CONGRÈS DE GATINEAU, LE CPAS A INVITÉ L'ÉCONOMISTE INDÉPENDANT IANIK MARCIL. EN PLUS D'ÊTRE UN EXCELLENT ORATEUR, M. MARCIL NOUS A FAIT LA DÉMONSTRATION ÉCONOMIQUE QUE NOS REVENDICATIONS SYNDICALES SONT JUSTIFIÉES, MAIS AUSSI RAISONNABLES.

Il est temps qu'individuellement nous défendions nos convictions. Il faut convaincre collègues et amis dès aujourd'hui, mais aussi persévérer et discuter avec la famille dans le temps des fêtes à venir.

Je vous soumetts donc ici un résumé de la présentation de M. Marcil, dans le but de vous fournir un argumentaire implacable lors de vos discussions animées.

### LES FONCTIONNAIRES ONT TROP PAYÉS

Cet argument n'est plus valable depuis fort longtemps. En 2013, l'écart entre le privé et le public est encore très présent comme en fait foi ce tableau.

De plus, quand nous ciblons certains types d'emploi, comme les ouvriers spécialisés, cet écart peut dépasser les 30 %.

D'ailleurs, l'écart qui est présenté depuis plusieurs années semble vouloir s'accroître dernièrement, ce qui est encore plus

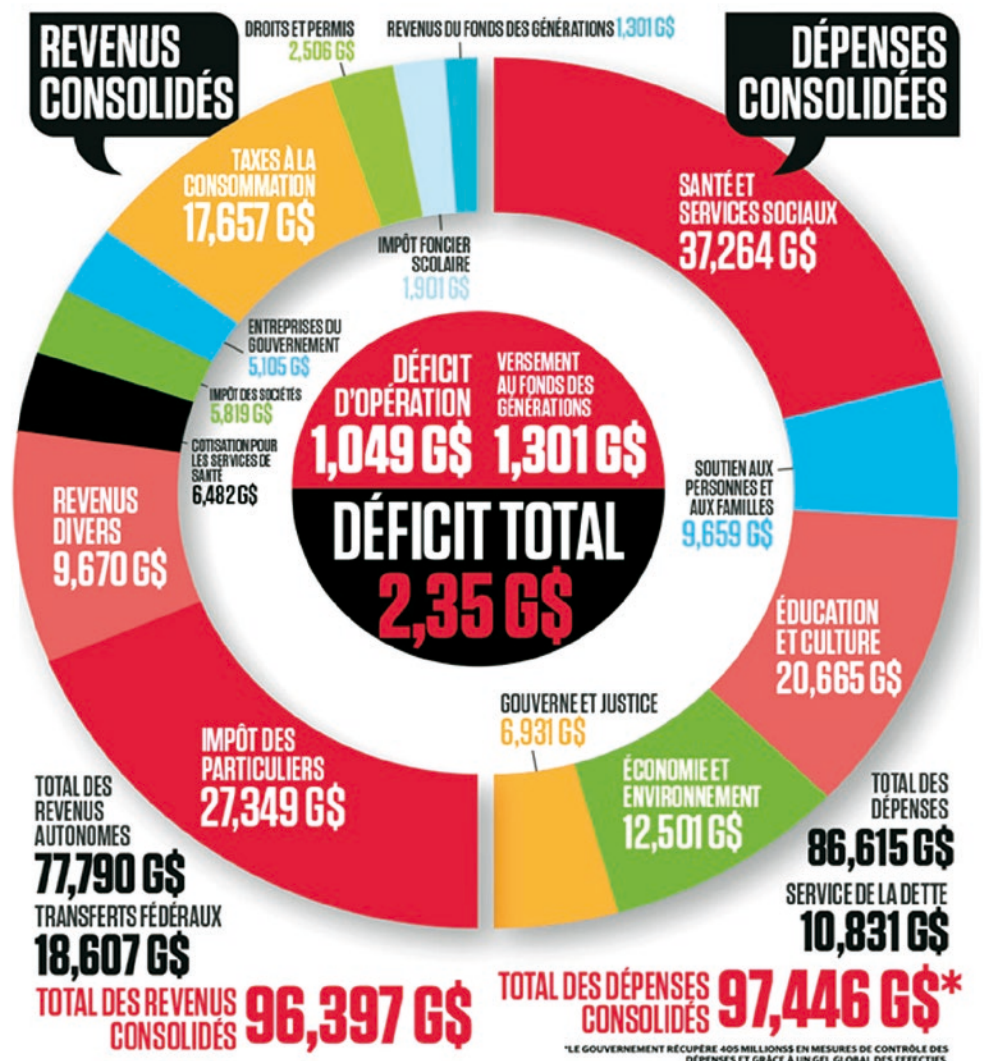
inquiétant pour les travailleurs du réseau de la santé et des services sociaux.

### LE RÉSEAU DE LA SANTÉ COÛTE TROP CHER

Nous entendons continuellement que le système de la santé coûte trop cher. Il semble que cette information est une vérité en soi. Mais pourquoi le simple fait de dire que notre système de santé coûte trop cher cela en fait une preuve irréfutable? Mais sur quoi nous basons-nous pour émettre cette opinion?

### ON NE PEUT PLUS SE PERMETTRE DE PAYER AUTANT POUR LA SANTÉ

Le ministère de la Santé et des Services sociaux nous a coûté collectivement 37,3 milliards en 2013 ce qui représente 38,3 % des dépenses de programmes (voir tableau ci-dessus). C'est en effet le plus gros ministère.

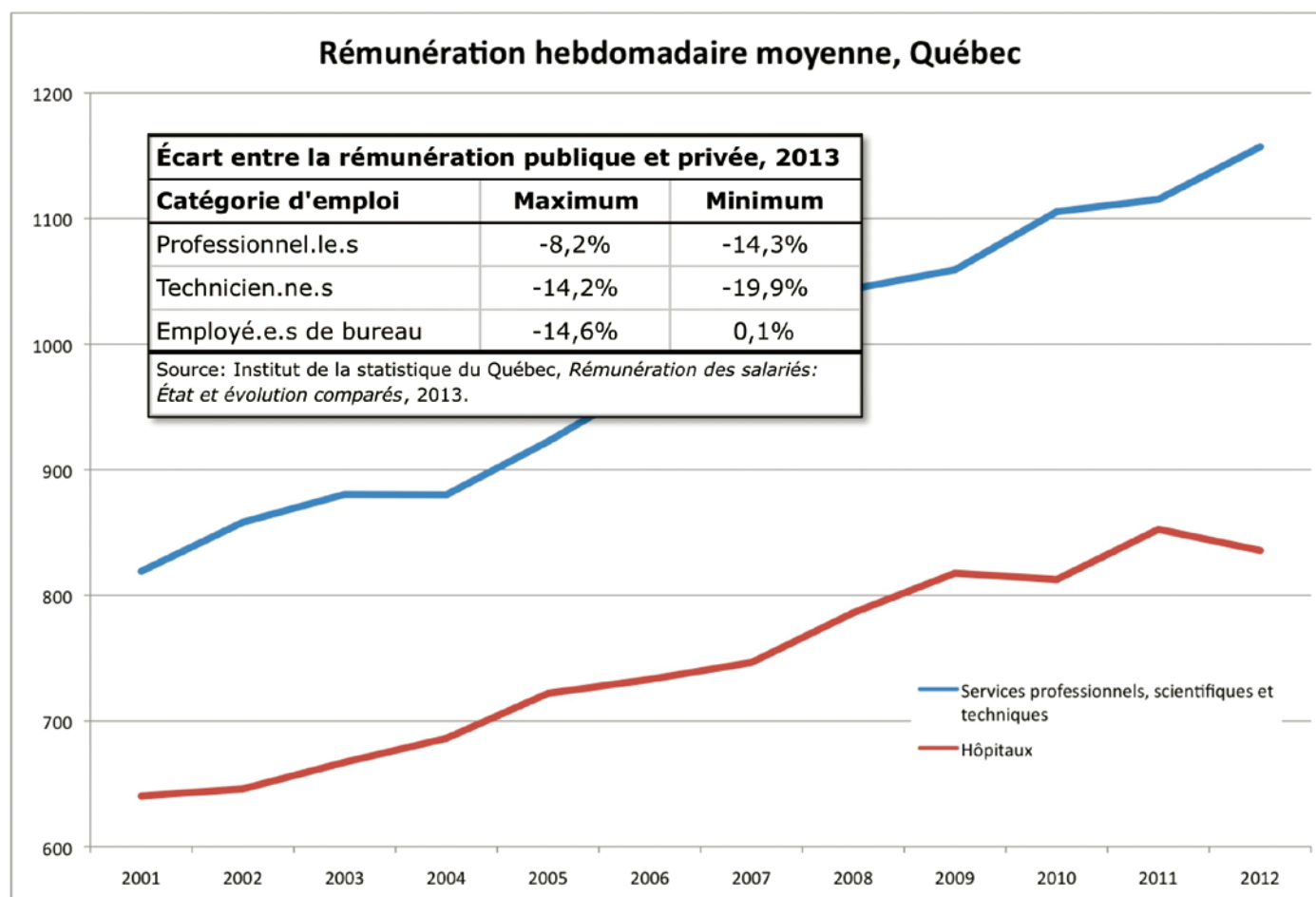


L'augmentation du montant pour le service de santé et des services sociaux doit être analysée avec rigueur. Le chiffre

de 37,3 milliards peut sembler énorme, surtout si on le compare au coût qui était 31,1 milliards en 2012<sup>1</sup> ou encore plus au 23,8 milliards qu'il coûtait en 2007<sup>2</sup>.

Par contre, c'est une interprétation trompeuse des chiffres\*. 37,3 milliards représentent 38,3 % du budget en 2013. C'était 42,7 % en 2012 (31,1 milliards) et 44,3 % en 2007 (23,8 milliards). Nous investissons donc moins en santé présentement.

\*Il faut savoir que l'économie est en constante augmentation. Le prix, les revenus, et en principe nos salaires devraient croître aussi. C'est le propre du système économique. Il est donc normal que le coût du système de santé augmente aussi. Pour bien analyser si le coût du système de santé est raisonnable, il faut donc le mettre en perspective.



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

1. <http://ici.radio-canada.ca/sujet/budget-quebec-2012/2012/11/20/001-budget-quebec-2012.shtml>  
2. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/budget/qc2007rev/sante.shtml>



## NOTRE SYSTÈME EST PEU PERFORMANT COMPARATIVEMENT AU RESTE DU CANADA

Cet argument est complètement faux. D'ailleurs, selon l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), le Québec est la province (sans les territoires) qui dépense le moins par rapport au budget. Il est d'ailleurs le système de santé qui coûte le moins par personne au Canada (voir le graphique ci-contre).

## LA DETTE REPRÉSENTE PLUS DE LA MOITIÉ DU PIB, C'EST BEAUCOUP TROP

Bien entendu, en tant que travailleurs, nous voulons des augmentations de salaire. Par contre, en tant que citoyens, nous voulons que les finances publiques soient gérées de façon saine. Nous souhaitons donc un retour à l'équilibre budgétaire et le paiement total de la dette. Mais à quel prix...

Analysons un peu les chiffres. On nous dit constamment que la dette du secteur public est de 260 \$ milliards. Ceci représente 73 % du PIB. Mais la dette du secteur public est la somme de toutes les dettes des organismes du secteur public québécois sans les actifs. Cela équivaut à une analyse de finances publiques en additionnant seulement la somme de toutes les dettes sans ajouter les actifs. Pour l'illustrer, cela revient à analyser les finances d'un particulier en additionnant la somme des dettes sur les cartes de crédit, les emprunts et l'hypothèque, mais sans considérer la valeur de la maison et l'argent disponible dans les différents comptes. Une analyse somme toute stérile.

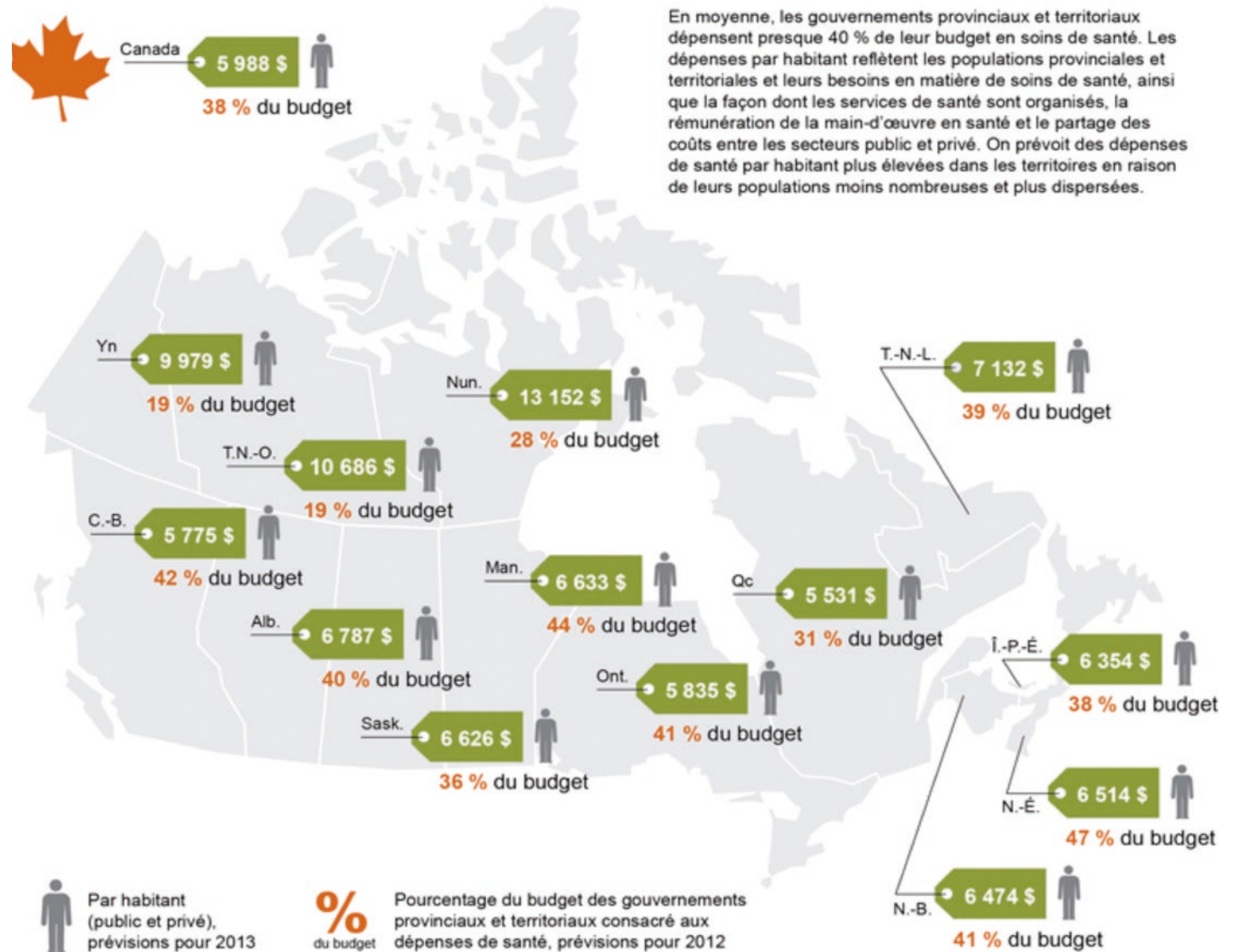
Ensuite, on nous parle souvent de dette brute. Au Québec, elle est de 192 \$ milliards soit 54% du PIB. Déjà beaucoup moins alarmant. Mais cette dette est seulement la somme des dettes financières et des passifs auxquels on soustrait les fonds des générations (fonds de lutte à la dette). Encore ici, aucun actif n'est compris.

Quelques fois, on nous parle de la dette nette. Au Québec, elle est de 174 \$ milliards, soit 49 % du PIB. Encore mieux! La dette nette est obtenue en soustrayant les actifs financiers du gouvernement de l'ensemble de ses passifs. C'est une notion beaucoup plus valide.

Finalement, on nous parle très rarement de la dette des déficits cumulés. Au Québec, elle est de 118 \$ milliards soit 33 % du PIB. Beaucoup plus rassurant. La dette des déficits cumulés représente la différence entre les passifs et les actifs du gouvernement (financiers et non financiers). Il s'agit de la « mauvaise dette », c'est-à-dire, celle qui ne correspond à aucun actif.

## LA DETTE EST TROP GROSSE, IL FAUT COUPER

Comme vous le savez, nous sortons d'une grande crise financière. La plupart des pays ont vu leur dette grimper considérablement depuis 2008. Nous sommes toujours en récession présentement. D'ailleurs, couper en période de crise



Source : Institut canadien d'information sur la santé.

n'est pas toujours une bonne solution. D'ailleurs, les politiques économiques d'austérité en Europe n'ont pas eu les résultats escomptés.

Plusieurs économistes ont émis l'opinion que la crise financière au Québec (particulièrement dans la ville de Québec) a été très peu ressentie, car on compte beaucoup de fonctionnaires. Ces travailleurs ont été peu touchés par la crise et ont continué à faire rouler l'économie. Une grosse fonction publique est ni plus ni moins qu'un grand stabilisateur économique.

D'ailleurs, la dette en tant que telle n'est pas une notion ultime de santé économique. Si on regarde le tableau comparatif ci-dessous, on se rend compte que la dette en pourcentage du PIB au Québec est beaucoup plus petite qu'en Grèce ou au Japon. Toutefois, bien que la situation de la Grèce soit désastreuse, la plupart des économistes soutiennent que la santé économique du Japon est très bonne malgré le fait que leur dette représente 200 % du PIB. Lorsque l'économie reprendra, sa dette risque de fondre rapidement. Il faut donc être très prudent quand on nous parle de dette et de finances publiques.

## ON EST DANS UN DÉFICIT STRUCTUREL, ON NE PEUT PLUS DÉPENSER

Denis Lessard écrivait dans la Presse le 22 avril dernier<sup>3</sup> que Québec était devant un mur. Selon le gouvernement, il y a deux choix. Revoir l'entente sur la rémunération des médecins ou un gel rapide des salaires de l'ensemble des employés de la fonction publique. L'entente n'a pas été changée.

3. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201404/22/01-4759675-finances-publiques-quebec-est-devant-un-mur.php>

On peut donc craindre le pire.

Ce qui est le plus triste dans tout cela est que ça semble être les seules solutions pour notre gouvernement. Quel manque d'imagination! Ils n'ont aucune autre idée...

Couper dans les salaires des travailleurs du secteur public est toujours la solution la plus simple, voire la plus simpliste. On entend rarement le gouvernement parler de nouvelles sources de revenus. Pourquoi?

Pourquoi n'est-il pas capable d'aller chercher plus de revenus par les impôts des sociétés? Pourquoi ne pas mettre le focus sur le manque de courage politique de nos élus au lieu de toujours attaquer de manière répétitive les travailleurs du système de la santé et des services sociaux? Pourquoi ne pas attaquer la lâcheté au lieu de s'en prendre à des travailleurs qui, chaque jour, tentent de donner les meilleurs services possibles dans un réseau en mal de financement?

## LES SOINS DE SANTÉ NE SONT PAS BONS ET NE SERVENT À RIEN, ON SERAIT MIEUX AU PRIVÉ

Même si collectivement, les coûts du système de santé semblent élevés, ils seraient assurément plus élevés individuellement, si nous nous dotions d'une assurance personnelle. Notre système d'assurance-maladie est juste et équitable; il couvre tout le monde, avec les mêmes services, autant les riches que les pauvres.

Il est ridicule de penser qu'un système privé est assurément mieux. Il est plutôt assurément plus coûteux, car il doit générer des profits pour les actionnaires. D'ailleurs, plusieurs services de santé non lucratifs ne seraient pas offerts dans un système exclusivement privé.

D'ailleurs, l'autre choix (ne pas avoir d'assurance-maladie) nous ferait reculer de 100 ans, car il fut un temps où les gens de la classe moyenne décidaient entre ne pas recevoir de soins de santé ou de se ruiner.

Il faut donc apprécier nos services sociaux et de santé qui englobent une multitude de services publics :

- - Urgences-santé
- - Direction de la protection de la jeunesse et centres jeunesse
- - Service aux personnes handicapées ou ayant une déficience
- - Lutte à la dépendance et l'itinérance
- - Soutien à domicile
- - Service aux aînés
- - Direction de la santé mentale
- - Adoption
- - Activités communautaires
- - Direction de la santé publique et prévention

Tout cela, en plus des services périphériques, comme les services de recherche, d'expertise, d'informatique, de ressource matérielle, de médicaments, de services administratifs, d'infrastructures, de ressources humaines, de communication, de conseils juridiques... Il faut donc comprendre que le ministère de la Santé englobe tout ce qui fait que la population est en santé physique et psychologique.

## CONCLUSION

Ce qu'il faut comprendre c'est qu'il y a plusieurs façons de manipuler l'information. Pour les différents gouvernements, il est très facile de couper les salaires et les conditions des travailleurs du réseau de la santé. Il ne faut pas laisser le gouvernement nous bernier et manipuler la population. Prenons la parole dans toutes les tribunes.

Couper dans les conditions de travail des travailleurs de la santé a toujours des impacts au niveau du service rendu. Le réseau est déjà structurellement sous-financé, n'amplifions pas les problèmes du réseau en sous-finançant les travailleurs.

C'est donc à nous de dire, haut et fort, que nous accomplissons un travail difficile, essentiel, et qu'en ce sens, nous méritons d'avoir des conditions de travail adéquates. Mobilisons-nous pour nos conditions de travail, parlons-en à nos proches, car les travailleurs de la santé sont ultimement LE réseau de santé.

	Dettes en milliards	Dettes en % du PIB
Dettes du secteur public	260 G \$	73 % du PIB
Dettes brute	192 G \$	54 % du PIB
Dettes nette	174 G \$	49 % du PIB
Dettes des déficits cumulés	118 G \$	33 % du PIB
<b>Comparaison</b>		
Grèce		160 % du PIB
Japon		200 % du PIB